

DÉFIS ALIMENTAIRES, HUMAINS ET ENVIRONNEMENTAUX

Une politique alimentaire mondiale s'impose

Techniquement et économiquement réalisable, une politique alimentaire mondiale passe par un prix élevé des produits agricoles et des facteurs de production pour favoriser les agriculteurs qui produisent beaucoup avec peu.

MATTHIEU CALAME

CHARGÉ DE PROGRAMME À LA FONDATION CHARLES LÉOPOLD MAYER POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME.

Une politique alimentaire mondiale. Vœu pieux ? chimère ? Face aux émeutes de la faim de 2008, à la crise financière et économique, et aux menaces du changement climatique, il suffit de se demander ce qui se passera si la communauté des nations ne parvient pas à constituer des politiques mondiales pour se convaincre de leur urgence. Ces politiques doivent être possibles, car elles sont nécessaires.

En matière d'agriculture et d'alimentation, la communauté mondiale est confrontée à trois défis dont aucun ne peut être écarté. Le premier est le défi alimentaire : nourrir bientôt neuf milliards d'êtres humains. Le deuxième défi consiste à garantir la stabilité des sociétés rurales, surtout quand, en ville, les emplois secondaires et tertiaires disparaissent. Si demain cette moitié de l'humanité constituée par les ruraux était poussée au désespoir, les effets en seraient terribles. Le troisième est le défi environnemental : préserver voire augmenter les ressources naturelles sans déséquilibrer le système climatique. Au regard de ces défis, la situation des pays est bien disparate.

L'Argentine, par exemple, est un vaste pays encore bien doté de ressources naturelles et, dans une moindre mesure, de capitaux. Tournée vers l'export, son agriculture occupe peu d'actifs. Elle constitue une source essentielle de devises qui ont permis aux gouvernements de soutenir ses programmes sociaux : l'agriculture finance l'État et la société. Au Japon, les agriculteurs fortement subventionnés ne repré-



© ROMANEAU/FOTOLIA.COM

sentent plus qu'une infime minorité : la société finance son agriculture pour des raisons culturelles et prudentielles. Les États-Unis ont une agriculture puissante, mais subventionnée ! Les agriculteurs y sont une minorité. La société finance son agriculture pour qu'elle se maintienne, mais aussi qu'elle exporte en dessous de ses coûts de production. Avec une population largement rurale, l'Inde répugne à ouvrir ses frontières pour ne pas déstabiliser la masse de sa paysannerie. Au Mali, l'État dépend du coton, une culture de rente (1). Sa population demeure à plus de 70 % rurale.

Hétérogène, l'économie agricole résiste aux catégories politiques habituelles. Affichant des ambitions sociales, les gouvernements argentins et brésiliens réclament pour leurs producteurs l'ouverture des marchés mondiaux. Sociaux en dedans, libéraux en dehors !

En l'absence d'un projet commun fédérateur, chaque pays ou chaque lobby défend bec et ongles ce qu'il considère comme son « intérêt » à très court terme. Cette situation conduit au blocage comme lors du dernier sommet de l'OMC dû à l'opposition des États-Unis et de l'Inde.

OMC ET POLITIQUE ALIMENTAIRE MONDIALE

L'OMC reste paradoxalement une des organisations internationales les plus transparentes et égalitaires. Chaque pays y dispose de la même voix et les décisions doivent être prises au consensus ! Situation bien différente de l'ONU avec son conseil de sécurité d'un autre âge, du FMI ou de la Banque mondiale.

Certains attribuent la cause de l'« inefficacité » de l'OMC à cet excès de transparence. Ils estiment qu'il est temps de retourner aux bons vieux accords bilatéraux où le fort fait ployer le faible, ou à la constitution d'un directoire mondial des 20 économies dominantes. Le problème de l'OMC ne réside pas dans son fonctionnement, mais dans un mandat limité à des négociations sur la baisse des droits de douane. Ce mandat n'intègre ni les questions de droit du travail et de l'environnement, ni celles de coopération et de politique de développement. Plutôt que de sortir l'agriculture de l'OMC, transformons cette dernière en enceinte d'élaboration d'une politique agricole et alimentaire mondiale. Son objectif : une population rurale stable, productrice et économe des ressources naturelles.

Quels seraient les piliers d'une telle politique ? Si l'on considère les intégrations régionales pacifiques comme la construction européenne, il s'agit d'instaurer des échanges régulés et conditionnés à la convergence de normes

sociales et environnementales. D'où la nécessité de créer des outils de régulation dotés de moyens propres qui, malheureusement, manquent encore à l'Europe actuelle. Cette intégration doit être liée aux politiques de développement. C'est ce qui se fait dans le cas de l'Europe avec les fonds structurels.

Techniquement et économiquement réalisable, cette politique passe par le prix élevé des produits agricoles et des facteurs de production. Les prix bas des produits agricoles ruinent les paysans et nourrissent l'exode vers les villes. Faute d'emploi de substitution, une masse d'urbains pauvres et peu productifs vivant de denrées alimentaires à bon marché se constitue. Ce cercle vicieux pousse à ruiner encore plus de paysans qui, à leur tour, accroissent cette nouvelle « plèbe ».

Il faut par contre maintenir des prix élevés des facteurs de production comme l'eau, l'énergie, la terre, les engrais pour ne pas inciter les agriculteurs à leur surutilisation et à leur dégradation.

Cette politique de prix élevés des produits agricoles et des facteurs de production favorise automatiquement les agriculteurs qui produisent beaucoup avec peu, ce qui correspond à la définition d'une agronomie efficace. Comment réaliser cet équilibre ? Pas en attendant la main invisible du marché. Il faut réguler les marchés – ce qui demande des stocks et des capacités d'intervention – comme le font les banques centrales pour stabiliser les taux de change des monnaies.

La taxation nécessaire des facteurs de production fournirait les moyens exigés pour mener cette politique. Les taxes levées à l'amont de la production sur l'eau, les intrants, l'énergie, la terre (2) permettent, pour une bonne part, d'en réguler l'aval. Une telle politique devra être complétée, notamment par une indispensable politique forestière. Elle constitue une étape vers une communauté mondiale. ■

Matthieu Calame

→ Notes/Références

CALAME, M. *La tourmente alimentaire : pour une politique agricole mondiale*. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer, 2008. ISBN 2-84377-142-0.

1. Culture (café, arachide, riz, etc.) tournée vers l'exportation par opposition à la culture vivrière – fruits, légumes – destinée à la population locale.

2. La mise en place d'un impôt foncier s'avère le meilleur moyen de limiter l'accaparement des terres.